

Les migrants en agents privilégiés

Migration et développement socio-économique ont toujours été étroitement liés. Pourtant, l'idée d'ériger les migrants en agents privilégiés du développement repose moins sur une analyse critique des enjeux réels que sur un contre-discours politique qui tente de valoriser les apports de la migration et de faciliter une concertation internationale dans ce domaine.

Si la recherche a depuis longtemps établi que les migrations – émigrations et immigrations confondues – ont toujours fait partie intégrante du développement socio-économique de nos sociétés, le lien entre migrations et développement a récemment connu un net regain d'intérêt, notamment par le volume stupéfiant des flux d'envois de fonds privés vers les pays en phase de développement ou de transition. Grâce aux améliorations réalisées dans les systèmes d'enregistrement, l'on est actuellement en mesure d'estimer ces transferts – effectués par des migrants – à 300 milliards de dollars au niveau mondial (FIDA

2007). Dans les cas de l'Albanie ou de la Bosnie, ils dépassent même les 20% du produit intérieur brut, mais constituent également plus du double des montants investis dans l'aide publique au développement par l'ensemble des donateurs (121 milliards 2007 selon QWIDS 2007). La Suisse figure parmi les premiers pays de provenance de transferts, mais peu d'études ont jusqu'à présent été entreprises à ce sujet.

Interaction entre migration et développement

En regard de ces constatations, le principe d'association des personnes migrantes du Sud au développement économique de leur pays d'origine apparaît comme une évidence, particulièrement dans le climat politique controversé qui entoure tant la politique migratoire que celle de la coopération au développement. Il s'impose, en réalité, surtout au sein des organisations internationales qui, dans le cadre de la Commission mondiale sur les migrations internationales instaurée par Kofi Annan en 2003 suite aux consultations menées par l'Initiative de Berne, tablent sur des principes communs pour une gestion concertée des flux migratoires. Dans son rapport final, la Commission place d'emblée l'interaction entre migration et développement à l'agenda global et plaide, non seulement, en faveur d'une plus grande cohérence entre les différents secteurs politiques (développement, migration, commerce, etc.), mais aussi pour un partenariat entre pays d'origine, de destination, migrants et société civile. Le processus se poursuit, actuellement, avec le Forum mondial sur la migration et le développement, dont la prochaine édition se tiendra en novembre à Athènes.

Les Etats restant très exclusifs quant à leur souveraineté en matière migratoire, le lien avec le développement permet aux organisations internationales de mieux justifier l'implication multilatérale dans ce champ politique sensible (Skeldon 2008), qui cristallise des visions nationales parfois diamétralement opposées. Si cet intérêt politique porté au *migration-developp-*

ment-nexus a donné lieu à de nombreux débats, consultations et autres études, il connaît également la tentation d'occulter des facettes qui pourraient le desservir, ce qui peut provoquer des contre-positions quelque peu excessives. En résumé, l'on a aussi bien voulu affirmer que le développement permet de freiner les migrations que soutenir l'idée qu'il les précipite, avant de comprendre que ses effets varient dans le temps. L'aide au développement peut, dans l'immédiat, prévenir l'émigration forcée. L'essor économique renforce ensuite généralement la pression migratoire, avant de contribuer à sa diminution quand il se confirme à plus long terme. Ainsi, les visions de la coopération au développement et de la politique migratoire en la matière, ayant pu paraître antagonistes, sont susceptibles de s'accorder dans l'optique d'une approche de développement durable.

Dans le même ordre d'idées, il faut se rendre à l'évidence que les envois de fonds des migrants – et cela malgré leur potentiel considérable – ne constituent non seulement une recette miracle pour le développement des pays du Sud, mais n'ont de plus aucunement la vocation de remplacer l'aide au développement qui s'adresse bien souvent à d'autres pays que ceux d'où proviennent les migrants. Par ailleurs, elle sert d'autres objectifs que l'aide privée qui est généralement destinée à la consommation, même si elle peut dans certains cas favoriser l'investissement dans la formation ou la création d'entreprises.

Les apports positifs de la migration du Sud

En considérant un autre type d'échanges, les observateurs ont constaté que les migrants établis au Nord peuvent contribuer à l'essor de leur région d'origine par le transfert de connaissances, alors même que la fuite des cerveaux est aussi une réalité, notamment dans les pays les plus pauvres. Au-delà des compétences professionnelles, la circulation d'un savoir-faire social et politique peut aussi être mise à profit, par exemple, dans les processus de démocratisation. En Suisse, des associations de femmes immigrées ont ainsi été très actives dans le domaine humanitaire durant la période des conflits armés en Bosnie et au Kosovo et certaines d'entre elles se sont maintenant tournées vers des efforts d'intégration dans le contexte d'accueil (Dahinden & Moret 2008). Des études montrent d'ailleurs que l'implication active des collectivités migrantes se réalise seulement à condition que la mobilité et les échanges soient encouragés de part et d'autre. Elle est en outre tributaire d'une situation juridique et économique relativement favorable. En ce sens, une bonne intégration est un préalable aussi précieux à la collaboration avec les diasporas que ne le sont un climat constructif de dialogue, des modalités facilitant les transferts de compétences et des systèmes d'envois financiers fiables et peu onéreux.

Tant sur le niveau international que, plus récemment, en Suisse, des ONG actives dans le développement ont été amenées à valoriser les ressources humaines et le potentiel des migrants.

Migration und sozio-ökonomische Entwicklung waren schon immer eng verbunden. Von der Migration profitieren Herkunfts- und Aufnahmeländer. Mit ihren Geldüberweisungen an die zurückgebliebene Familie, aber auch mit ihrem Fachwissen und ihrem Engagement wirken Migrantinnen und Migranten auf die Entwicklung in ihrem Herkunftsland ein. Diese Rolle der Migranten als «Entwicklungshelfer» wird vermehrt untersucht und debattiert.

Une participation de leur part est également prévue dans le cadre de la mise en œuvre des partenariats migratoires, inscrits dans la nouvelle législation sur les étrangers (article 100). Ceux-ci ont pour vocation d'impliquer les pays d'origine et les collectivités migrantes dans une démarche concertée. Cette approche démontre l'importance que la question revêt pour la politique migratoire suisse et ouvre, en même temps, la porte à une coordination approfondie entre secteurs politiques – dans le sens d'une meilleure approche gouvernementale globale – ce qui devrait également faciliter la coopération au niveau international. Force est pourtant de constater que ce champ d'action, étant mû par des intérêts divergents et régi par les interventions de multiples acteurs, est plutôt réfractaire à une intervention politique immédiate et volontariste. Cependant, les nombreux débats et recherches passés ou en cours sur les liens entre migration et développement ne sont nullement vains. Non seulement ils favorisent une compréhension indispensable de l'articulation des phénomènes et attirent l'attention sur les apports positifs de la migration du Sud – qui est souvent débattue sous un angle essentiellement problématique –, mais ils ont de plus eu le mérite de reconnaître les personnes migrantes comme des acteurs à part entière, dont les intérêts sont à prendre en considération au même titre que ceux du pays de résidence et d'origine.

Bibliographie

- Dahinden, Janine; Moret, Joëlle (2008), Les activités transnationales des associations de migrants serbes et kosovars en Suisse. In Migration et développement: un mariage arrangé, Annuaire suisse de politique du développement, Genève, 227-238.
- FIDA (2007), Travailleurs migrants et envois de fonds. Rome: décembre 2007.
- Lerch, Mathias (2008), Transferts de fonds: enquête auprès des immigrés d'origine serbe en Suisse. In Migration et développement: un mariage arrangé, Annuaire suisse de politique du développement, Genève, 161-166.
- Skeldon, Ronald (2008), International Migration as a tool in development policy: a passing phase? in Population and development review, 34(1): 1-18.
- QWIDS, Query Wizard for International Development Statistics, OECD.